

LES GRANDS NŒUDS
DE L'HISTOIRE POLITIQUE
FRANÇAISE

DU MÊME AUTEUR

- Les Intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, avec Pascal Ory, Paris, Armand Colin, coll. « U », 1986, nouv. éd., 2002.
- Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988, rééd., Paris, PUF, coll. « Quadrige », 1994.
- Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au ^{xx}^e siècle*, Paris, Fayard, 1990, rééd., Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1996.
- Histoire des droites en France* (dir.), 3 vol., Paris, Gallimard, 1992, rééd., Gallimard, coll. « Tel », 2006.
- La France de 1914 à nos jours*, avec Robert Vandenbussche et Jean Vavasseur-Desperriers, Paris, PUF, 1993, nouv. éd., 2025.
- Sartre et Aron, deux intellectuels dans le siècle*, Paris, Fayard, 1995, rééd., Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 1999.
- Dictionnaire historique de la vie politique française au ^{xx}^e siècle*, Paris, PUF, 1995, rééd., Paris, PUF, coll. « Quadrige », 2003.
- Pour une histoire culturelle*, avec Jean-Pierre Rioux, Paris, Le Seuil, 1997.
- Le Temps des masses*, t. IV de l'*Histoire culturelle de la France*, avec Jean-Pierre Rioux, Paris, Le Seuil, 1998, rééd., Paris, Le Seuil, coll. « Points », 2005.
- La France d'un siècle à l'autre*, avec Jean-Pierre Rioux, Paris, Hachette Littératures, 1999, rééd., Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 2002.
- Culture et action chez Georges Pompidou*, avec Jean-Claude Groshens, Paris, PUF, 2000.
- Aux marges de la République*, Paris, PUF, coll. « Le Noeud gordien », 2001.
- La Culture de masse en France de la Belle Époque à aujourd'hui*, avec Jean-Pierre Rioux, Paris, Fayard, 2002, rééd., Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 2006.
- L'Histoire des intellectuels aujourd'hui*, avec Michel Leymarie, Paris, PUF, 2003.
- Les Baby-Boomers. Une génération, 1945-1969*, Paris, Fayard, 2003, rééd., Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 2007.
- L'Humanité, de Jaurès à nos jours*, avec Christian Delporte, Claude Pennetier et Serge Wolikow, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2004.

Suite à la page 445

Jean-François Sirinelli

LES GRANDS NŒUDS
DE L'HISTOIRE POLITIQUE
FRANÇAISE

TALLANDIER

Cet ouvrage est publié sous la direction de Denis Maraval.

À la mémoire de René Rémond

Ce livre ne peut être reproduit ni utilisé à des fins
d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle.
La fouille de textes et de données est interdite conformément
à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

Éditions Tallandier, 2026
7, cité Paradis – 75010 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-6409-6

Introduction générale

NCEUDS ET PALIMPSESTES

Lors du succès électoral d’Emmanuel Macron en 2017, certains observateurs, cherchant à éclairer l’indéniable surprise que constituait à bien des égards cette victoire, ont avancé une comparaison historique : n’assistait-on pas alors à une sorte de 1958 *bis*, renouvelant à froid la scène fondatrice de la V^e République et infusant à celle-ci un supplément de vigueur au moment où elle semblait menacée par un dérèglement croissant ? À l’inverse, les débuts cahotiques du second quinquennat puis sa poursuite chaotique après la dissolution de 2024 ont parfois fait parler d’un retour à la IV^e République. L’analyse par analogie historique de notre passé proche et de notre présent débouche donc sur une série de palimpsestes, comme si l’histoire de la geste macronienne reproduisait, par grattages successifs, des phases précédentes de la vie politique depuis la Libération. Avec, ajoutent ses détracteurs, une réelle régression puisque d’une V^e République on paraît être passé à ce retour à la précédente.

L'ÉTAT DE L'ÉTAT

L'image des palimpsestes, de fait, possède une indéniable vertu d'évocation, puisqu'on nomme ainsi ces parchemins effacés pour être réemployés, mais qui conservent des traces de la version antérieure. À une remarque près, essentielle : à supposer que la métaphore soit fondée et que les comparaisons terme à terme, entre aujourd'hui et hier, apparaissent comme une piste possible pour le politiste ou l'historien, encore faut-il, pour en faire bon usage, prendre en considération deux autres données. D'abord, lorsqu'on parle ici d'« hier », jusqu'où entend-on faire remonter le curseur chronologique, et pour quelles raisons ? Une réponse s'impose qui sera étayée un peu plus loin : notre vie politique a subi une inflexion majeure en 1945, qui constitue donc un jalon possible pour une mise en perspective et une meilleure compréhension d'« aujourd'hui ». À condition, il est vrai, de rappeler également que la période écoulée depuis cette date est constituée de deux Républiques qui ne sont pas de simples vignettes posées sur la frise chronologique de notre destin national. Elles ont eu l'une et l'autre une histoire riche et complexe et réfléchir sur leurs éventuels traits communs avec la vie politique contemporaine passe donc par une réelle connaissance, même à gros traits, de cette histoire. C'est bien là, du reste, l'un des objectifs assignés à ce livre : retracer, pour comprendre sa configuration actuelle, les lignes de faite du devenir politique français depuis 1945, date à laquelle s'ouvre un nouveau cycle de l'histoire républicaine.

À ce stade, le lecteur est donc en droit de s'interroger. Ne lui annonce-t-on pas, pour les chapitres à venir, une énième histoire politique de la France depuis 1945 ? Il en existe déjà, en effet, d'excellentes, et la plus-value escomptée ici serait

forcément limitée. Même l'inventaire des palimpsestes pourrait n'apparaître que comme la quête un peu vaine de feuilles mortes laissées dans notre histoire par le temps qui passe. On lui préférera ici la métaphore du nœud historique. À plusieurs moments de ces huit décennies, le destin de l'État-Nation France a été comme suspendu, des nœuds se sont formés puis des dénouements sont intervenus.

Il faut donc préciser davantage et allonger, pour la bonne cause, ce prologue. Comprendre aujourd'hui à la lueur d'hier relèverait sinon de la simple pétition de principe, d'autant qu'un tel objectif dépasse largement le seul fait d'éclairer historiquement la décennie macronienne. En toile de fond, il s'agira bien d'analyser les causes d'une situation contemporaine sur laquelle tous les observateurs s'accordent, par-delà la diversité de leurs inclinations politiques : l'indéniable dérèglement actuel de l'écosystème républicain réinitialisé à la Libération puis institutionnellement ravalé en 1958, avec notamment le constat d'une difficulté croissante de l'État dans l'exercice de ses fonctions, comme si son pouvoir d'agir se trouvait progressivement rogné par une étrange longueur. Sur un tel constat, les constitutionnalistes ont proposé leurs analyses et les politologues ont déployé leurs hypothèses, et il ne s'agit assurément pas ici de se substituer aux uns ou aux autres, mais plus prosaïquement de tenter de percevoir dans l'histoire politique de ces huit dernières décennies tout ce qui, à un titre ou à un autre, peut contribuer à comprendre la France contemporaine, et notamment l'état de son État ressenti comme moins efficient.

Pour autant, il ne faudra jamais perdre de vue que les IV^e et V^e Républiques ne sont pas des essences immuables mais ont constitué – et constitue encore, dans le cas de la plus récente – des écosystèmes portés par une société en changement accéléré tout au long des huit dernières décennies et

parcourus par des cultures politiques qui, parfois, ont muté. Ce sont donc là des points que l'on retrouvera également au cœur des chapitres qui suivent, tant il est vrai que l'école historique française s'est enrichie, depuis la fin du xx^e siècle, de ce qu'il est désormais convenu d'appeler une histoire culturelle du politique, dont les approches formeront l'une des trames de ce livre. Sans oublier non plus, bien sûr, que l'on ne peut dissocier l'histoire nationale dont il va être question de son contexte international, dont on constatera dès le début la prégnance. Et l'on ne s'étonnera donc pas que le cours de l'histoire que l'on va lire soit chronologique et que, dans la trame des travaux et des jours ainsi reconstituée, viennent sans cesse s'entremêler le fil de l'histoire française et celui d'une histoire planétaire, où la place de la démocratie libérale, notamment, a constamment fluctué depuis 1945. Or, qu'est-ce que la République, quatrième ou cinquième du nom, sinon la forme française de la démocratie libérale, même si s'y s'ajoute, on le verra, une forme de civilisation qui lui est propre ?

Entre continuité et changement, entre singularité et interconnexion, cette histoire nationale récente est donc bien moins simple à reconstituer qu'il n'y paraît en première lecture. Elle requiert, de ce fait, non seulement toute la clarté et la précision nécessaires, mais aussi deux autres conditions pour s'éloigner de la simple chronique d'une vie politique au demeurant dense et foisonnante. Une telle densité induit pour l'historien le devoir de nuance, toujours nécessaire face à la complexité, et une telle foison lui impose celui d'équanimité, tant le lecteur aura, en tout cas pour les années les plus proches, ses propres perceptions de cette vie politique. Il ne s'agira pas ici d'aller à leur rencontre ou, à l'inverse, de les conforter, mais plus prosaïquement de partir du principe qu'une meilleure connaissance du passé proche contribue à sa meilleure compréhension. À condition, il est vrai, d'éviter

aussi la gomme et les gammes. L'historien, en effet, n'est ni un correcteur ni un metteur en musique du passé qu'il analyse, et son rôle ne consiste ni à écrire un récit où tout sonnerait forcément juste dans notre histoire récente, ni à composer pour celle-ci une pavane pour un régime défunt, « la Quatrième », ou en passe de l'être, pour ce qui concerne la V^e.

Une dernière précision : tout, bien sûr, ne commence pas en 1945. L'historien Fernand Braudel, au soir de sa carrière, avait amorcé une vaste étude sur « l'identité de la France » – tel était le titre de cette entreprise éditoriale que la mort interrompit en 1985. Certes, il y partait fort logiquement de « l'espace » mais reliait d'emblée celui-ci, dans l'intitulé du premier tome, à « l'Histoire », en d'autres termes l'insertion dans l'épaisseur du temps des groupes humains qui ont peu à peu constitué ce qui deviendra l'État-nation France. Une communauté nationale, de fait, se situe toujours à un moment *t* de son histoire à la croisée de l'espace et du temps. Elle est enchâssée dans des territoires et installée sur des terroirs, eux-mêmes sous-tendus par une géomorphologie qui en dessine les contours et imprégnés par un climat qui en détermine largement les traits agricoles. Si certaines de ces données, on le voit, s'inscrivent dans une sorte d'apnée, longue durée historique dont l'unité de mesure est le millénaire, d'autres temporalités régissent également l'existence historique de telles communautés nationales : les contours frontaliers ou la composition de la population ont ainsi pu varier au fil des siècles ou des décennies.

LE PHÉNIX RÉPUBLICAIN.

Tout ne commence donc pas, pour l'histoire retracée dans ce livre, aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, les

huit décennies qui y sont étudiées ne constituant assurément que l'affleurement récent d'un *continuum* historique bien plus étendu. De même qu'un paysage ne prend sa réelle dimension que replacé dans son environnement, et donc contemplé à distance, de même le lecteur ne perdra pas de vue que, si c'est effectivement du paysage des dernières décennies dont il sera question ici, du haut de celles-ci ce sont des siècles qui sont en fait en surplomb, dont il ne faudra jamais totalement faire abstraction. Les lignes de faite de notre histoire proche qui vont être décrites dans cet ouvrage sont également le produit de cette histoire antérieure et de cette lente tectonique.

Pourquoi, dès lors, ce choix de 1945 comme seuil d'une réflexion sur notre vie politique contemporaine ? Il faut s'en expliquer à nouveau, car l'on n'entre pas dans une histoire nationale comme on sort d'un ascenseur : à l'étage qu'on désire. C'est tout au contraire cette histoire qui impose son tempo et la date d'insertion en son sein est, de ce fait, essentielle. Cette date, en l'occurrence, est dictée par un constat d'évidence : en 1945, la France entre dans un processus de reconfiguration historique comme elle n'en avait pas connu depuis 1870 et l'avènement définitif de la République. Elle sort alors, de surcroît, d'une épreuve dont il faut d'emblée souligner l'intensité, tant le temps qui passe a tendance à en banaliser l'effet de souffle : une défaite militaire écrasante, intervenue en quelques semaines à peine et suivie d'une occupation territoriale partielle puis totale par une armée étrangère venue d'un pays riverain mais pourtant aux antipodes sur le plan politique. En d'autres termes, l'État-nation France a alors été vaincu, envahi puis durablement occupé par l'Allemagne nazie. La République a paru sombrer dans une telle infortune, remplacée par « l'État français » de Vichy.

Le régime républicain survécut pourtant à une telle épreuve, mais connut une profonde mutation dans l'immédiat

INTRODUCTION GÉNÉRALE

après-guerre. Ou, plus précisément, si le peuple souverain convint, lors d'une première consultation, de la nécessité d'une telle mue qui visait, de façon explicite, à remplacer la III^e République par un nouvel écosystème politique, il fallut ensuite encore au pays un an et demi de tâtonnements avant qu'il ne soit doté d'une Constitution. Entre-temps, en revanche, plusieurs réformes économiques et sociales fondamentales avaient modifié les bases de la République française, qui, entrant alors dans l'ère de l'État providence, avait ainsi doublé sa renaissance d'une réelle métamorphose. Le Phénix républicain était ressorti de ses ruines de 1940, mais profondément transformé. Et son drame, à l'échelle des décennies qui suivirent, est bien qu'il devint vite un Phénix entravé. Ce livre commence donc par l'histoire d'un envol raté, et d'un premier nœud qui, cette fois-là, ne fut pas délacé.

PREMIÈRE PARTIE

LE PHÉNIX ENTRAVÉ

CHANGEMENT D'ÈRE ET MODIFICATION D'AIRE

On aurait tort, pourtant, de ne voir dans « la Quatrième », jeune République qui ne devint jamais vieille, qu'un régime politique doublement rudéral : né sur les ruines et, à peine plus d'une décennie plus tard, retourné à la ruine. Elle fut, en fait, bien autre chose : porteuse des espoirs et des projets mis en œuvre à la Libération, elle connut certes une gestation difficile, dotée d'institutions seulement à l'automne 1946, mais elle s'était inscrite d'emblée, on l'a déjà souligné, dans un changement d'ère, avec une greffe sur elle de l'État providence. D'une certaine façon, il y eut donc bien alors la résurrection d'un Phénix républicain. Mais celui-ci, à peine réapparu, dut vivre également une modification rapide de son aire. Le 8 mai 1945, en effet, jour de la capitulation de l'Allemagne nazie, des émeutes éclataient en Algérie, très durement réprimées, et l'année suivante une guerre commençait en Indochine. Les horizons qui avaient été ceux de la France depuis la seconde partie du XIX^e allaient ainsi vite se transformer en des horizons perdus, et l'aire de l'État-nation allait s'en trouver historiquement transformée. Un pays campé au finistère de l'Europe mais aussi dilaté sur plusieurs continents à la faveur de l'expansion coloniale, tel avait été cet État-nation depuis les débuts de la III^e République : une France-monde,

en quelque sorte. Puis, la dilatation allait rapidement devenir rétraction, et la République impériale être bientôt confrontée à sa propre désagrégation. La France-monde redevint plus prosaïquement la France-dans-le-monde : un « hexagone » – la formule fit alors florès – au statut géographique devenu moins flatteur.

La mutation était d'autant plus considérable que, durant la même période, s'amorçait un autre changement d'horizon, avec les débuts de la construction européenne. Pour bien saisir toute la signification historique de l'histoire de « la Quatrième », il faut donc imaginer Marianne heureuse de sa mue volontaire, mais bientôt entravée par des processus historiques d'une intensité considérable, d'autant qu'après 1947 s'y ajouta la guerre froide, fracture géopolitique qui n'affecta pas seulement, on va le voir, les relations internationales. Le nœud, ici, était doublement géopolitique.

Sur ce registre, il faut aussi imaginer Marianne troublée, l'État-nation France passant à la même date au rang de puissance moyenne. Elle avait pourtant pu éprouver le sentiment que celui-ci, malgré l'effondrement de 1940, avait non seulement fini la guerre dans le camp des vainqueurs, mais acquis ainsi une place parmi les cinq « Grands » de l'époque, en d'autres termes les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de la nouvelle ONU. Comment, dès lors, supporter la perte, progressive mais bientôt tangible, d'une telle position en surplomb et le fait de subir désormais l'Histoire plus que de contribuer, comme par le passé, à la faire ?

Rude parcours, en vérité, pour une jeune République dont la naissance avait été concomitante d'une renaissance. En 1945, en effet, le temps paraissait venu de la reprise de la marche en avant. Le général de Gaulle n'avait-il pas déclaré

l'année précédente, dans Paris libéré : « Nous rapportons à la France l'indépendance, l'empire et l'épée » ? Cette France était, certes, alors affaiblie et meurtrie, mais elle se rêvait encore en puissance de tout premier rang et entendait se donner rapidement les moyens de son relèvement. En définitive, il faut imaginer le Phénix lui aussi vite entravé.

Chapitre premier

LE RETOUR DE MARIANNE

Au moment où le général de Gaulle prononce ces mots martiaux, la phase de « l'État français » vichyssois vient de se refermer et la République se réinstalle. Ce retour semble aller de soi, tant demeure présente l'ombre portée de la III^e République, née en 1870. Mais, pour mieux comprendre ce qui s'enclenche sur la scène politique en cet immédiat après-guerre, et avant d'en faire l'analyse, deux éléments fondamentaux, notamment, sont à prendre en considération. D'une part, que signifie alors concrètement pour les Français *revivre* en République ? Est-ce reprendre le fil d'une histoire déjà vieille de trois quarts de siècle, ou bien Marianne doit-elle prendre de nouveaux traits, en raison de la récente onde de choc qui a parcouru la communauté nationale, consécutive à un désastre militaire suivi d'une occupation territoriale durant quatre longues années ? Sa transformation, en tout cas, est à l'ordre du jour après la Libération. D'autre part, les modalités d'une telle mue vont dépasser le seul registre des institutions et peser, de ce fait, sur toute l'histoire ultérieure de la vie politique française.

REVIVRE EN RÉPUBLIQUE

Le premier point est assurément essentiel, tant est fondamentale pour l'histoire de l'État-nation France l'empreinte laissée par cette III^e République, mais revenir trop longuement sur celle-ci, et donc sur l'avant-1940, risquerait de déplacer le centre de gravité de ce livre. Bornons-nous donc à relever les constituants principaux d'une telle empreinte. Née en 1870, modelée par les lois institutionnelles de 1875, cette République avait donc soixante-cinq ans d'âge officiel et soixante-dix d'âge réel en 1940, au moment de son effondrement dans le grand collapse du printemps et du début de l'été. Cette durée, à bien y regarder, est considérable. Depuis 1789 et l'écroulement de la monarchie absolue, aucun régime politique français n'avait atteint plus du tiers d'une telle durée, le Second Empire n'ayant connu qu'une longévité de dix-neuf années et la monarchie de Juillet ayant existé durant dix-huit ans. Trois générations successives ont ainsi, après 1870, vécu sous ce même régime républicain et, hormis quelques nonagénaires et centenaires, en 1944 aucun Français n'a connu, adulte, un autre régime, à part, bien sûr, l'éphémère « État français » installé à Vichy.

Une civilisation républicaine ?

La III^e République, durant toutes ces décennies, n'a pas historiquement démerité. Elle a affronté deux crises profondes, à la fin du XIX^e siècle et durant les années 1930, et dans les deux cas l'obstacle rencontré a été surmonté. De surcroît, elle est sortie victorieuse de la Première Guerre mondiale et la France est alors devenue la première puissance militaire du

continent européen. Bien plus, cette République n'a pas été uniquement un régime politique et les trois générations qui l'ont connue n'ont pas seulement vécu dans le cadre institutionnel qu'elle représentait. Ce qui a constitué aussi durablement sa solidité et qui a, de ce fait, contribué à sa longévité est précisément qu'il ne s'est pas purement agi, durant ces deux tiers de siècle, d'institutions, mais aussi, tout autant, de culture politique et même de civilisation.

La culture politique victorieuse en 1870 en même temps que la République et qui s'est rapidement enracinée au cours des trois décennies suivantes a, en effet, conservé ensuite des principes vite devenus pérennes et donc consubstantiels : souci proclamé et sans cesse rappelé de l'intérêt général, mise en avant des valeurs humanistes issues de l'empreinte décisive de la philosophie des Lumières, héritage revendiqué de la Révolution française, primauté de la représentation nationale, attachement au libéralisme économique en même temps qu'à une société dont l'État doit garantir la fluidité et la solidarité. Cela étant, une culture politique n'est pas une sorte d'essence théorique et hors du temps, elle n'existe en fait que si elle est partagée par un groupe humain qui en devient la structure porteuse. Dans le cadre d'une culture à large spectre comme la culture politique républicaine, une telle surface d'imprégnation provient précisément du fait que le groupe concerné est très étendu. En d'autres termes, une culture politique, outre sa teneur, est bien définie également par l'ampleur du substrat sociologique au sein duquel elle s'est développée et épanouie et, dans le cas de la culture républicaine, sa force et son enracinement ont résidé dans l'assentiment à son égard de classes moyennes en constante expansion durant toute la III^e République. À tel point que les historiens s'accordent pour considérer qu'une telle adéquation entre un régime politique, sa culture et la société qui les porte a constitué, des décennies

durant, un véritable point d'équilibre qui a précisément assuré une telle permanence. Ainsi, on a pu parler à son propos de « synthèse républicaine » (Stanley Hoffmann) ou d'« écosystème social » (Serge Bernstein et Odile Rudelle), et j'ai, pour ma part, écrit à plusieurs reprises que cette culture républicaine avait été en son temps tout à la fois l'élément identitaire et le ciment d'un « écosystème républicain » et que la densité de celui-ci autorisait même à parler à son propos de « civilisation républicaine ».

Le civisme et la civilité

Sur ce registre également, du reste, il convient de s'interroger, au moment de la remise en route de la vie politique française. Va-t-on alors observer une perpétuation en l'état de cet ensemble civilisationnel qui s'était enraciné à partir de la fin du XIX^e siècle ? La souche des normes et des valeurs sur laquelle la République reflourit est-elle de même nature qu'auparavant ? Et aussi solide ? Encore faut-il bien sûr, avant de répondre à ces questions essentielles, définir à gros traits un tel ensemble.

Pour des raisons complexes, et qui tenaient largement à sa propre évolution politique et spirituelle, l'écrivain Charles Péguy a pu parler, à propos de la III^e République d'avant 1914, d'une « mystique » qui se serait dégradée en « politique », ce dernier mot devenant sous sa plume synonyme de trahison d'un idéal. La remarque, historiquement, vaut ce que valent les saillies polémiques, mais elle a fait mouche, tant elle se prêtait à toutes les interprétations, favorables aussi bien qu'hostiles à la culture républicaine. Sous la plume péguyste, celle-ci était surtout le fruit d'une déception face à un jeu parlementaire qu'il jugeait enlisé dans les petites et les compromissions.

Pourtant, le parcours même de Charles Péguy, le fils d'une rempailleuse de chaises porté jusqu'à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm par la méritocratie républicaine, le dreyfusard de la première heure, était bien la preuve que la « mystique » républicaine – entendons ici les grands combats menés pour l'avènement de Marianne – avait enfanté non seulement une culture politique dûment identifiable, mais, plus largement, une véritable civilisation, pour la défense de laquelle, du reste, l'écrivain mourut au combat dès l'été 1914 à l'âge de 41 ans.

Durant les décennies qui précèdent la Grande Guerre, de fait, cette Marianne républicaine n'a pas été un totem imposé à une communauté nationale par une faction politique plus puissante que les autres, mais un symbole qui reflétait l'adhésion, au bout du compte volontaire, d'une nation à un cadre politique commun et à des valeurs partagées. Certes, un sentiment d'appartenance ne peut s'articuler seulement autour d'une allégeance, fût-elle très large, à un cadre politique. Il ne suffit pas, en tout cas, à justifier à lui seul l'usage du mot civilisation. En fait, un tel sentiment s'est également trouvé conforté, à la même époque, par un autre processus de coagulation au sein du corps social, symbolisé par une autre figure allégorique, complémentaire de Marianne et elle aussi partie prenante de cette civilisation présumée : la Semeuse. Entendons, à travers une telle figure, la langue ainsi que l'école chargée de la transmettre, mais aussi les valeurs qui, avec le support de la première et par l'intermédiaire de la seconde, irriguent à cette époque la société française.

Ces valeurs sont essentielles pour notre étude, car elles fournissent à la République bien plus qu'un cadre politique, en fait une morale communément partagée et balisant ainsi le comportement collectif. Il s'est donc bien agi alors de la constitution, pour l'État-nation France, d'un véritable

environnement anthropologique qui engageait durablement l'avenir. Deux principes, notamment, structuraient cette morale devenue civique : le respect de l'intérêt général, lui-même issu du fonctionnement des rouages démocratiques, et le consentement à la loi, qui résulte d'un tel respect. Bien plus, c'est de ces principes que découlent la plupart des valeurs qui régissent la vie de la Cité. À la liberté, qui fonde le contrat républicain, s'ajoute ainsi la fraternité des consciences individuelles agrégées – le *nous* qui transcende le *je*, sans jamais l'asservir. Et aux droits du *je* découlant de la mise en œuvre de la liberté s'ajoutent les devoirs qui seuls permettent à la fraternité d'être une réalité et non une simple pétition de principe. Seule l'égalité, en fait, se prête à des interprétations différentes, au sein de l'écosystème républicain, et c'est précisément sur ce registre que s'affûteront et se combattront les cultures politiques en lice sur l'agora.

La souche tertio-républicaine, en tout cas, ne proclamait pas l'avènement de l'égalité des conditions socio-économiques, mais la promesse d'une société rendue plus fluide grâce aux effets de la méritocratie. À l'école est assigné un rôle primordial dans la mise en œuvre d'une telle promesse, puisque l'instruction est considérée comme un double facteur d'émancipation : elle délivre dans tous les sens du verbe, diffusant un savoir qui lui-même libère à la fois de l'ignorance et, par là même, de l'assignation sociale. Sans compter qu'elle constitue le vecteur principal d'une manière de morale civique de la vie quotidienne à trois piliers principaux : l'apprentissage de la modération du comportement individuel aussi bien que collectif, la mise en avant, pour ce faire, d'une sorte de décence ordinaire, la nécessité d'une *virtus* rappelant la Rome antique et mêlant énergie, courage et force morale. Le patriotisme, au demeurant, y trouve son compte et l'école, de surcroît, apporte ainsi son écot à la défense de l'État-nation.

Il y a donc bien, tout au long de l'existence de la III^e République, une culture politique qui lui est sous-jacente et qui n'est pas une reconstruction opérée par la science historique. Cette République s'est fortifiée d'une rapide intériorisation de ses principes par le plus grand nombre et d'une identification à ses vertus et aux valeurs qui les sous-tendent. Le consensus, de ce fait, n'est pas seulement de nature politique, mais aussi, plus largement, de caractère anthropologique, et la culture républicaine n'est pas simplement sous-tendue par l'adhésion à des principes politiques mais aussi à des préceptes moraux, les uns et les autres sans fondement religieux. Cette culture a donc deux piliers principaux, le civisme et la civilité, et, à leur croisée se trouve, y compris sémantiquement, la civilisation républicaine.

Assurément, l'usage ici d'un tel mot peut être discuté, mais, par-delà ces questions légitimes de terminologie, une réalité historique est indéniable : jusqu'en 1940, et déjà depuis plus d'un demi-siècle à cette date, le débat civique français et la vie parlementaire se sont déroulés dans un cadre que l'on peut, de fait, qualifier d'anthropologique et ont été imprégnés par une culture politique que l'on peut qualifier de quasi consensuelle. Bien plus, si l'ensemble qu'ils constituaient a été entre-temps à plusieurs reprises confronté aux soubresauts d'une Histoire tourmentée, notamment une guerre mondiale puis une crise économique au fil des années 1930, il est toujours parvenu à les surmonter. Qu'en est-il dès lors en 1944, après que l'écosystème a dû affronter quatre ans plus tôt la fin apparente de son existence, avec la naissance du régime de Vichy, et à une occupation territoriale de l'État-nation par l'Allemagne nazie ? La question, au regard de l'importance historique de l'écosystème républicain et de sa stabilité sur une si longue période, est essentielle au moment où vont se

forger de nouvelles institutions et où se réenclenche en France une vie politique démocratique.

Une République désormais « sociale »

La réponse tient en deux adjectifs : la République devient quatrième et elle se proclame, dans la Constitution de 1946, « sociale ». En d'autres termes, Marianne revêt alors de nouveaux atours institutionnels et, à ses valeurs antérieures qu'elle entend conserver, elle ajoute explicitement une dimension sociale. L'élément de nouveauté réside bien dans ce second point, qu'il convient d'éclairer. Il n'est pas seulement en effet, on le verra, le résultat d'une confluence historique entre les doctrines et pratiques de l'État providence dans le monde occidental pendant et après la Seconde Guerre mondiale et un rapport des forces politiques très favorable à la gauche dans la France de l'après-1945. Il s'inscrit aussi, plus spécifiquement, dans la poursuite d'un processus qui constitue une donnée centrale de l'histoire nationale tout au long de la III^e République : le « sinistrisme » de la vie politique, pour reprendre le terme forgé en 1932 par l'essayiste Albert Thibaudet pour désigner son glissement progressif vers la gauche.

S'il faut donc évoquer ici un tel glissement, ce n'est pas seulement parce qu'il éclaire ainsi la situation politique française en 1945 et en constitue alors, de surcroît, une tendance majeure pour les décennies à venir, mais c'est surtout parce qu'il faudra, plus loin, s'interroger : l'une des clés de notre situation politique contemporaine ne réside-t-elle pas dans l'inversion, somme toute assez récente, de cette tendance « sinistriste » ? Si tel est le cas, il s'agit bien d'un fait majeur à l'échelle de l'histoire nationale, compte tenu de la

longévité et de l'intensité en son sein du glissement vers la gauche. Celui-ci, en effet, remonte aux dernières décennies du ^{xix}^e siècle, au moment où le clivage droite-gauche a changé de teneur. Il s'était d'abord articulé autour de la question du régime politique dont il convenait de doter le pays. Tel est, de fait, après 1789 et l'effondrement de la monarchie absolue, le grand enjeu national et, au cours de la plus grande partie du ^{xix}^e siècle, la vie politique est rythmée par les luttes autour d'un tel enjeu : retour à cette monarchie absolue en 1815, enracinement possible de la monarchie constitutionnelle après 1830, installation à deux reprises d'un Empire en 1804 et 1852, tentative par deux fois avortée de mettre durablement en place la République en 1792 et 1848, autant de scènes différentes du répertoire des luttes et des tensions de ce ^{xix}^e siècle, avant que la République troisième du nom ne s'enracine rapidement après 1870. La droite et la gauche se sont forgées par rapport à ce répertoire, avec une assimilation progressive entre la seconde et le combat pour Marianne.

Après cet enracinement républicain, l'enjeu du régime à donner à la France cesse d'être le métronome du répertoire politique, au cœur duquel s'installe désormais la « question sociale ». La question du rôle de l'État dans la répartition de la propriété et de sa place dans le combat contre l'inégalité des conditions socio-économiques acquiert une importance centrale, d'autant que l'accélération de l'industrialisation du pays joue dans le même sens. Le développement en Occident d'un prolétariat ouvrier toujours plus nombreux vivifie l'essor du socialisme et introduit donc une nouvelle sensibilité politique et idéologique à la gauche du paysage politique. Or, dans le même temps, le combat pour la République cesse d'être une variable essentielle dans ce paysage, en raison du ralliement progressif à celle-ci de la plupart de ses anciens adversaires. Au début du ^{xx}^e siècle, cette République est dorénavant

détenue en copropriété par les républicains de souche et par ces ralliés, et de critères avant tout politiques pour nourrir et étayer le clivage droite-gauche on passe donc à des variables devenues en premier lieu socio-économiques, qui stimulent de surcroît la croissance de partis significativement qualifiés d'ouvriers. Ainsi apparaît en 1905 la SFIO. La signification de l'acronyme était alors chargée de sens historique : le socialisme français s'autodésignait comme la Section française de l'Internationale ouvrière.

Dès les élections législatives de 1893, les socialistes passent de 12 à 52 députés, tandis qu'en cette fin du XIX^e siècle les radicaux-socialistes, qui occupaient jusque-là toute la gauche du paysage parlementaire, se trouvent mécaniquement déplacés vers le centre gauche. Cette évolution de l'éventail politique est d'autant plus importante que le début du siècle suivant est un moment fondamental où apparaissent en France, à droite comme à gauche, ces organisations stables et durables que sont les partis politiques. Le processus a donc lieu en une période où les entrées sur la scène politique se font par la gauche – le « sinistrisme » –, tandis que sortent, à droite de cette scène, des mouvements qui, à l'instar des monarchistes, deviennent l'ombre d'eux-mêmes ou se cantonnent, comme l'Action française, à la sphère forcément plus limitée du débat intellectuel.